



Dans le quotidien des Palestiniens qui travaillent clandestinement en Israël pendant la guerre en Iran

Description

Ces deux dernières années, ce sont plus de 150 000 travailleurs palestiniens qui se sont vus refuser des permis de travail en Israël. Depuis le début de la guerre contre l'Iran, ils doivent maintenant passer clandestinement de l'autre côté de la Ligne Verte, où ils n'ont pas accès aux 11 775 refuges lorsque des missiles frappent la zone.

Aseel Mafarjeh 22 avril 2026



Des Palestiniens empêchés de passer le check-point de Qalandia    Jérusalem utilisent une échelle pour franchir le mur de séparation dans la ville d  al-Ram, au nord de Jérusalem, le 18 juin 2015. (Photo: Shadi Hatem/APA Images)

Muhammad Nu  man, couvreur de Beit Sira,    l  ouest de Ramallah, roulait sur l  autoroute depuis Modi  in vers le Néguev plus tôt ce mois-ci lorsqu  il a entendu le bruit assourdissant et obsédant des sir  nes.

Le trafic a soudainement ralenti et s  est arrêté, puis,    mesure que le son augmentait, la réalité gla  sante de la situation s  est installée : un missile iranien s  approchait.

Nuâ??man, 36 ans, a regardÃ© les conducteurs tout autour de lui abandonner leurs vÃ©hicules et se prÃ©cipiter vers un refuge routier non loin de IÃ© . Tout ce quâ??il pouvait faire, lui, câ??Ã©tait de rester derriÃ©re son volant, le serrer fort et marmonner une priÃ©re apaisante. Il lui est interdit dâ??entrer dans un refuge.

Ã« Je ne pouvais pas du tout bougerâ?! jâ??attendais juste que mon destin se rÃ©alise Ã», raconte-t-il. Ã« Tout ce Ã© quoi je pensais, câ??Ã©tait de savoir si je reverrai mes fillesâ?! ou si cette voiture serait ma tombe ? Ã»

Il y a environ un mois, Nuâ??man a passÃ© clandestinement le mur de sÃ©paration jusquâ??au NÃ©guev, oÃ¹ il travaille au noir dans le bÃ¢timent pour un employeur qui a acceptÃ© de le prendre Ã© condition que sa prÃ©sence ne soit jamais officiellement reconnue.

Il nâ??a pas de permis de travail en IsraÃ©l, aucune prÃ©sence lÃ©gale, et donc aucun accÃ©s Ã© lâ??un de ces 11 775 refuges publics, dont seuls 37 sont situÃ©s dans des villes arabes.

Pendant le mois et demi de la guerre amÃ©ricano-israÃ©lienne contre lâ??Iran, les frappes de missiles sur les villes israÃ©liennes Ã©taient une rÃ©alitÃ© quasi quotidienne et les refuges anti-bombes inÃ©vitables. Mais pas pour tout le monde.

Nuâ??man, ainsi que des milliers dâ??autres travailleurs palestiniens de Cisjordanie qui se sont introduits clandestinement de lâ??autre cÃ´tÃ© de la Ligne Verte, nâ??ont pas cette option. Se rendre dans un refuge sans les papiers requis pourrait entraÃ©ner une arrestation et une expulsion.

Les conditions dans les prisons israÃ©liennes sont telles quâ??elles sont qualifiÃ©es de Ã© camps de torture Ã» et des milliers de travailleurs palestiniens risquent dâ??Ã©tre arrÃ©tÃ©s juste pour pouvoir gagner leur vie ; cela montre le niveau de dÃ©sespoir auquel ils sont rÃ©duits. Cela a Ã©tÃ© illustrÃ© rÃ©cemment par une vidÃ©o qui a fait le buzz montrant des dizaines de travailleurs palestiniens arrÃ©tÃ©s par la police israÃ©lienne aprÃ©s Ã©tre sortis du conteneur dâ??un camion poubelle qui les avait fait passer clandestinement au-delÃ© de la Ligne verte.



Des Palestiniens au check-point de Qalandia se rendant en Israël pour travailler, en 2021. (Photo: Qassam Muaddi/Mondoweiss)

« Il nous est interdit d'entrer dans les refuges »

Nous nous rendons habituellement en Israël en escaladant le mur de séparation à al-Ram. Les travailleurs se rassemblent avant l'aube et font la queue, ceux arrivés en premier passent devant. Ils grimpent sur une échelle d'un côté, se hissent par-dessus à l'aide d'une corde, puis descendent avec une autre corde avant de tomber d'une hauteur d'environ huit mètres.

« Nous ne connaissons pas le conducteur qui attend de l'autre côté, car chaque tape est gérée par différentes personnes », explique-t-il.

Certains travailleurs ont été abattus par les forces israéliennes au cours de leur tentative.

À Beer Sheva, souvent désignée comme la capitale du Néguev, Nuaman vivait dans un logement fourni par son employeur. Il dormait, mangeait et travaillait sur site et ne le quittait jamais. Son expérience est celle de milliers de Palestiniens de Cisjordanie occupée qui travaillent en Israël.

Avant octobre 2023, environ 140 000 ouvriers palestiniens détenaient un permis pour travailler en Israël, représentant 29% de la main-d'œuvre du bâtiment. 40 000 autres étaient employés illégalement dans des colonies et les zones industrielles.

Au lendemain du génocide israélien à Gaza, Israël a interdit l'entrée à la plupart des travailleurs palestiniens. Aujourd'hui, seuls environ 7 000 d'entre eux sont autorisés à entrer chaque mois. Beaucoup doivent aujourd'hui entrer illégalement en franchissant le Mur ou en se cachant dans des véhicules.



*Des Palestiniens empêchés de traverser le check-point de Qalandia à Jérusalem passent par-dessus le mur de séparation dans la ville d'al-Ram, au nord de Jérusalem, le 18 juin 2015.
(Photo: Shadi Hatem/APA Images)*

Muqtasim al-Faqih, 33 ans, du village de Qatanna près de Ramallah, travaille dans les finitions intérieures à Tel Aviv depuis qu'il a 22 ans. Avant la guerre, son employeur israélien a été assez gentil pour lui offrir un cadeau d'une valeur de 10 000 shekels (3 200 \$) à la naissance de son fils. Mais après la guerre à Gaza, leur relation a changé. Le taux horaire d'Al-Faqih est passé de 800 NIS (255 \$) à 500 NIS (160 \$).

« Il n'y a pas d'alternative », explique-t-il. « Les travailleurs sont nombreux, mais pas les emplois, et l'employeur doit mettre dans la balance les risques qu'il prend et ses besoins. »

Al-Faqih a travaillé pour la même famille assez longtemps pour que son employeur lui fasse confiance et le conduise lui-même à travers le check-point de Ni'lin. Mais après la guerre, les check-points secondaires ont été fermés, à la faveur des check-points officiels, augmentant ainsi les risques pour les deux hommes.

Al-Faqih a été arrêté une fois, détenu pendant 24 heures, puis relâché. Il est retourné travailler le lendemain parce que ses charges mensuelles ne lui en laissaient pas le choix.

Les employeurs qui embauchent des travailleurs palestiniens sans papiers leur refusent souvent accès aux refuges de l'entreprise, craignant que la présence de travailleurs illégaux dans leurs locaux ne suscite des conflits, des amendes ou une fermeture par la police.

Pendant la guerre des 12 jours contre l'Iran, al-Faqih travaillait dans un nouveau bâtiment dans lequel se trouvaient des refuges. Il dormait à l'intérieur de l'un d'eux jusqu'à ce que le danger passe. En ce moment, il rénové un site plus ancien qui ne possède pas de refuge. Son frère, son cousin et lui ont emménagé dans un petit appartement dans un immeuble occupé par des locataires juifs, et ils n'utilisent pas le refuge de l'immeuble.

« Il nous est interdit d'entrer parce que les autres résident.es pourraient poser des questions sur notre nationalité et nous signaler », explique-t-il.

La nuit, depuis les étages supérieurs de l'immeuble de treize étages, les trois hommes écoutent la radio et attendent. Ils plaisantent sur le fait qu'ils sont en train de vivre leurs dernières heures, mais tous accrochent à l'espoir qu'un jour ils rentreront chez eux.

Al-Faqih aide son père âgé, qui a perdu son emploi après le 7 octobre 2023, ainsi que son frère récemment marié, qui paie sa nouvelle maison, et un autre frère qui gagne un salaire instable dans l'agriculture en Cisjordanie.

« J'ai dû adopter des normes de responsabilité. Je ne peux pas leur tourner le dos », ajoute-t-il.



Des Palestiniens empêchés de traverser le check-point de Qalandia à Jérusalem utilisent une échelle pour traverser le mur de séparation dans la ville d'al-Ram, au nord de Jérusalem, le 18 juin 2015. (Photo: Shadi Hatem/APA Images)

« Tout ce que nous pouvons faire, c'est courir jusqu'à la cage à escalier »

Muhammad al-Qadi, un expert des droits humains, a déclaré que cette politique viole le droit international, notant qu'« Israël est obligé de protéger le droit à la vie et à la sécurité physique indépendamment de la nationalité ou du statut juridique, et que le refus d'accéder à un refuge ou l'arrestation de personnes cherchant une protection est discriminatoire et arbitraire ».

Sur les chantiers de construction, les usines et les projets de rénovation israéliens, les travailleurs palestiniens vivent le même modèle. Mujahid Nimr, 36 ans, vit à Ramallah avec sa femme et ses deux filles, Sida, 6 ans, et Mila, 18 mois. Il travaillait dans une usine de découpe de viande près d'Ashkelon avant l'annulation de son permis.

Le seul secteur absorbant encore la main-d'œuvre palestinienne est celui de la construction. Nimr s'y est mis malgré son absence d'expérience. Il entre maintenant en Israël par des routes de contrebande pour travailler sur des chantiers de construction à Rishon LeZion, au sud de Tel Aviv.

Chaque matin, un chauffeur de taxi israélien qui ne parle pas arabe passe prendre Nimr et trois autres travailleurs. Chacun paie 500 NIS (162 \$) par trajet. Ils passent par le check-point de Netin. Grâce à un arrangement entre le chauffeur et les soldats, le véhicule n'est pas inspecté en échange du paiement que le conducteur effectue chaque passage. Avec un tel arrangement, Nimr ne peut retourner à Ramallah qu'une fois toutes les trois semaines.



Travailleurs passant le check-point de Niâ??lin en Cisjordanie en 2021 pour rentrer chez eux aprÃs leur journÃe de travail derriÃre la Ligne Verte. (Photo: Qassam Muaddi/Mondoweiss)

Lors de la derniÃre attaque, son employeur ne lâ??a pas protÃgÃ.

Â« Il dit que celui qui veut retourner en Cisjordanie peut y aller, celui qui veut rester peut travailler Â», raconte Nimr. Â« Il nous a dit quâ??il nâ??y avait pas de refuge pour nous protÃger, et que tout ce que nous pouvions faire, câ??est de courir jusquâ??Ã la cage dâ??escalier quand les sirÃnes se mettent en route. Â»

Il d'écrit des jours où les explosions étaient suffisamment proches pour endommager les bâtiments environnants. Les travailleurs n'avaient pas le droit de rester dehors. Quand ils entendaient les sirènes, ils couraient au rez-de-chaussée et se collaient contre les murs de la cage d'escalier jusqu'à ce que ça passe.

Bien qu'il soit retourné à Ramallah deux jours avant l'arrivée pour être avec sa famille, il nous dit qu'il doit repartir après les vacances.

« Certains jours les explosions étaient suffisamment proches pour endommager les bâtiments environnants », déclare-t-il. La cage d'escalier, il le sait, va attendre.

Cet article est écrit en collaboration avec [Egab](#).

Aseel Mafarjeh est journaliste qui travaille sur la Cisjordanie, s'intéressant aux difficultés et la créativité des jeunes en Palestine.

Traduit par L.G.

date créée
2026/04/24